



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

fonctionnement

Question écrite n° 121505

Texte de la question

M. Guillaume Garot attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative sur les inquiétudes exprimées par les syndicats représentatifs des enseignants des établissements privés sous contrat quant à la dégradation de leurs conditions de travail et des conditions d'accueil et d'apprentissage des élèves. Comme dans l'enseignement public, les représentants de l'enseignement privé dénoncent une vision du Gouvernement purement comptable en matière d'éducation dont les conséquences sont désastreuses. Suppressions de postes, classes surchargées, baisse des volumes horaires des élèves, professeurs absents non remplacés, abaissement de la durée de formation initiale, mise en place des heures supplémentaires années (HSA), risques de licenciements et de fermetures d'établissements, responsabilités de plus en plus lourdes : en Mayenne, l'intersyndicale de l'enseignement privé (SPELC, Snec-CFTC, Step-CFDT), fait ainsi part de l'exaspération extrême des enseignants, agents publics ou salariés de droit privé, au sein de l'enseignement privé, dans le cadre de réformes dont ils ne comprennent plus le sens. Aussi, il lui demande les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rassurer les enseignants et leur permettre d'exercer leur métier dans des conditions de travail acceptables, de façon à permettre la réussite de tous les élèves, qu'ils soient accueillis dans l'enseignement public ou dans l'enseignement privé sous contrat.

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Garot](#)

Circonscription : Mayenne (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 121505

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 novembre 2011, page 11735

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)